



Économisez
Aujourd'hui, En
Profitez Demain



CONTACTEZ-NOUS

LE SIÈGE SOCIAL
Caisse National de Prévoyance du Vanuatu, BP
420, Port Vila, Vanuatu
Tel: +(678) 23808 Fax: +(678) 24673
Email: Enquiry@vnpf.com.vu



Vanuatu National Provident Fund

Visitez www.vnpf.com.vu



LE MÉMORANDUM ENTRE LA CNPV ET LES DIFFÉRENTES ENTITÉS

Responsabilités de
l'employeur





Depuis 2014, la Caisse nationale de prévoyance du Vanuatu (CNPV) s'est engagée dans une stratégie visant à travailler plus étroitement avec d'autres agences dont les opérations nécessitent la gestion des informations relatives aux employeurs et aux employés. La plupart de ces entités partagent les préoccupations de la CNPV que le respect de leurs exigences légales respectives est nécessaire. Les autorités responsables des licences commerciales ont noté que les entreprises employant plus d'une personne évitaient l'enregistrement officiel de leurs entreprises ainsi que de leurs employés.

Protocole d'entente

Il existe divers protocoles d'accord entre le Fonds national de prévoyance du Vanuatu et les autorités suivantes:

- Autorité de Promotion de l'Investissement du Vanuatu (APIV)
- Département des Douanes et de l'Administration Fiscale (DDAF)
- Département du Travail
- Bureau du Régulateur Maritime
- Gouvernement Provincial de Shefa
- Gouvernement Provincial de Sanma Conseil Municipal de Luganville

Au fil du temps, cette liste pourrait augmenter.

Les protocoles d'accords permettent en principe à ces entités de mettre à jour leurs bases de données respectives afin que les transactions entre elles soient plus simples et cohérentes.

Il faut comprendre que les différents protocoles ne sont pas juridiquement contraignants et sont établis de bonne foi pour aider les différentes entités à rationaliser leurs exigences et à partager des informations afin de servir les clients plus efficacement et de satisfaire leurs mandats respectifs.

À propos de APIV, les termes de l'entente garantissent que les investisseurs étrangers s'inscrivent en tant qu'employeurs et enregistrent également leurs employés chaque fois qu'ils renouvellent leur enregistrement VIPA, certificat d'approbation de l'investissement étranger (CAIE). VIPA veille également à ce que toute information fournie par des investisseurs étrangers concernant leur inscription auprès de la CNPV corresponde aux enregistrements APIV CAIEI.

À propos de DDAF, le Bureau du Régulateur Maritime et les Autorités Locales, ils sont tenus d'informer la CNPV de toute question de pertinence et de tout changement apporté aux détails de l'entreprise. Cela concerne en particulier le numéro d'employeur inscrit et le nombre total d'employés inscrits aux fins du renouvellement de l'inscription. De son côté, la CNPV enregistrera les employeurs et leur communiquera leur numéro d'enregistrement et veillera à ce que leurs coordonnées commerciales soient conformes à celles du CIRD et des autorités provinciales.

Le Protocole d'Entente (PE) conclu avec le Département du Travail a pour objectif de travailler ensemble pour cibler les entreprises qui ne se sont pas inscrites auprès de la CNPV et les entreprises qui ne se sont pas conformées au salaire minimum. En outre, dans les cas où des étrangers demandent un permis de travail ou un renouvellement de permis de travail, ils devront obtenir un certificat de décharge auprès de la CNPV pour les libérer de toute surtaxe ou contribution due. Selon les détails de l'entente, les partenaires du PE peuvent collaborer pour effectuer des projets ou des opérations.

Les responsabilités de l'Employeur

Si vous êtes un employeur / un dirigeant d'entreprise qui exploite une entreprise ou qui emploie plus d'une personne, vous devez vous inscrire auprès des entités mentionnées dans cette brochure, y compris le registraire des entreprises (La Commission des Services Financiers du Vanuatu).

Vous devrez enregistrer le nom de votre entreprise auprès de CSFV. Si vous exploitez une entreprise à capitaux étrangers, vous devrez obtenir un certificat d'approbation APIV. Que vous soyez un propriétaire local ou une entreprise à capitaux étrangers, vous devrez également obtenir une licence d'entreprise auprès de DDAF.

Notez également que toute entreprise dont le chiffre d'affaires imposable dépasse 4 millions de vatu pour le mois et les 11 derniers mois est tenue de payer la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Les enregistrements de TVA sont complétés à l'aide du formulaire prescrit à la DDAF.

Que vous soyez une entreprise étrangère ou locale, vous devez également vous inscrire auprès de la CNPV car vous êtes légalement tenu de verser des contributions pour l'épargne-retraite de vos employés. Veuillez-vous reporter à la brochure intitulée «Responsabilités de l'employeur» pour plus de détails sur vos obligations en tant qu'employeur.

Si vous êtes un étranger sur le point de travailler au Vanuatu, vous devez également obtenir un permis de résidence et un permis de travail. Vous devez également demander à la CNPV d'être exempté de cotisation si vous êtes membre d'une autre Caisse. Vous devrez présenter les documents suivants:

- Lettre de confirmation d'adhésion (carte de membre / certificat, etc.)
- Salaire / bulletins de salaire indiquant les contributions actuelles à cette Caisse étrangère (par l'employeur actuel).

Les employeurs peuvent également déposer des demandes / demandes de la part des employés. Si la CNPV est satisfaite, un formulaire d'exemption est fourni. Une fois approuvé, un certificat d'exemption sera délivré à l'employé.

